

Aff N°: T241052943

N° chrono: 4

Date: 20/12/24

PLAN GÉNÉRAL SIMPLIFIÉ DE COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

BATIMENT INSEE - REPRISE DES ETANCHEITES EN TOITURE MONTPELLIER (34)



MAITRE D'OUVRAGE

INSEE
88 AVENUE VERDIER WHITE IMMEUBLE - CS70058
92541 MONTRouGE

COORDONNATEUR SECURITE PROTECTION DE LA SANTE

PHASE DE CONCEPTION

APAVE INFRASTRUCTURES ET
CONSTRUCTION FRANCE - SAINT AUNES
BOLLINI ALAIN
310 rue de la Sarriette
Zone Ecoparc
34130 SAINT AUNES

PHASE DE REALISATION

APAVE INFRASTRUCTURES ET
CONSTRUCTION FRANCE - SAINT AUNES
BOLLINI ALAIN
310 rue de la Sarriette
Zone Ecoparc
34130 SAINT AUNES

Ce document a été établi à la demande du maître d'ouvrage par le coordonnateur SPS pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail. Il est conservé pendant 5 ans par le Maître d'Ouvrage, à compter de la réception de l'ouvrage.

Indice	Additif	Date	Origine et objet des révisions et additifs	N° du document
1	Aucun	20/12/24	PGC établi : Avant envoi du DCE aux entreprises	4

PRÉAMBULE

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail.

Il est fondé sur les principes généraux de prévention, c'est-à-dire :

1. Eviter les risques,
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
3. Combattre les risques à la source,
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral tel qu'il est défini à l'article L1152-1,
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes 1 à 9 sont applicables aux entrepreneurs ; les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

Le Plan Général simplifié de Coordination constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous-traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans ce plan ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront en tenir compte pour établir leur Plan Particulier Simplifié de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le Plan Général simplifié de Coordination est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier.

Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par mail. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par mail. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS. Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur nom.prénom@apave.com et comporteront des pièces jointes au format.pdf et/ou .doc, dans lequel nom.prénom correspond au nom et prénom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et des pièces jointes.

Risques (Arrêté du 25.02.03)	Exemples de travaux - Liste indicative - Remarques
Chute de hauteur de plus de 3 m.	<ul style="list-style-type: none"> ■ charpente, toiture, étanchéité, pylône, château d'eau, pont, ... ■ montage, démontage, utilisation d'échafaudages, de PEMP(1), de PIR (2) ■ tranchées de grande profondeur, excavations, terrain escarpé, falaises, ...
Risques d'ensevelissement ou d'enlèvement	<ul style="list-style-type: none"> ■ tranchées, fouilles, excavations, travaux en pied de talus, ... ■ travaux à proximité de stockages de matière pulvérulente, liquide, ... ■ sols mouvants, fosses, silos, ...
Risques électriques : <ul style="list-style-type: none"> ■ contact avec des pièces nues sous- tension > à la TBT (50V. alternatif) ■ à proximité de lignes aériennes ou enterrées (HTA - HTB) 	<ul style="list-style-type: none"> ■ rappels (alternatif) : HTA < 50 KV - HTB > 50 KV ■ travaux sur installations électriques au voisinage de pièces nues sous tension ■ levage, manutention, montage d'éléments préfabriqués ■ utilisation de PEMP(1), de semi, de bennes, d'échafaudages, ... ■ terrassement, creusement, tranchées, forages, sondages, ... ■ travaux en façade d'immeuble
Retrait ou confinement d'amiante friable	<ul style="list-style-type: none"> ■ travaux impliquant un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulation ■ travaux sur : calorifuge, flocage, bourre / carton d'amiante, tresse, bourrelet, textile, feutre, enduits, plâtre amianté / mortier ■ travaux de retrait avant démolition ■ travaux de fixation, d'imprégnation, d'encoffrement y compris sur installations et équipements industriels, ...
Exposition à des substances chimiques ou agents biologiques nécessitant une surveillance médicale particulière	<ul style="list-style-type: none"> ■ travaux énumérés par les arrêtés du 11/07/77 ou du 11/05/82 (secteur agricole). Exemples : poussières d'amiante, de bois, de silice, d'ardoise, plomb, peinture par pulvérisation, agents cancérogènes, mutagènes, toxiques pour la reproduction, agents biologiques pathogènes (égouts, abattoirs, aéro- réfrigérants, ...)
Démolition, déconstruction, réhabilitation impliquant les structures porteuses, d'un ouvrage ou partie d'ouvrage (Volume initial supérieur à 200m3)	<ul style="list-style-type: none"> ■ démolition totale ou partielle d'ouvrage ■ réhabilitation totale ou partielle
Montage ou démontage d'éléments préfabriqués lourds	<ul style="list-style-type: none"> ■ tous travaux au sens de l'article R.4534-103 du code du travail ■ éléments faisant partie intégrante de la construction : éléments préfabriqués en béton ou métalliques, pré-dalles, charpentes, poteaux, panneaux, etc.
Mise en œuvre d'appareils de levage de capacité supérieure à 60 tonnes mètres	<ul style="list-style-type: none"> ■ grue à tour ou mobile capable de lever 20 tonnes à 3 mètres ou 10 tonnes à 6 mètres ou 3 tonnes à 20 mètres, etc.
Reprise en sous-œuvre	<ul style="list-style-type: none"> ■ tous types de travaux de reprise en sous-œuvre ■ voir article R.4534-26 du code du travail
Travaux exposant à des radiations ionisantes	<ul style="list-style-type: none"> ■ radiographies de soudures, rayons X, etc.
Risques de noyade	<ul style="list-style-type: none"> ■ travaux au dessus ou à proximité de l'eau : ponts, quais, piscines, berges, bacs, bassins de rétention, stations d'épuration, ...
Travaux en plongée appareillée et travaux en milieu hyperbare	<ul style="list-style-type: none"> ■ travaux subaquatiques : travaux fluviaux, maritimes, dans les ports, piscines, écluses, ... ■ travaux en air comprimé (percement de tunnel, locaux, enceintes ou volumes pressurisés (surpression > 0,1 bar - essais, épreuves, recherche de fuites, ...)
Travaux de puits, terrassements souterrains, tunnels	<ul style="list-style-type: none"> ■ voir les articles R.4534-40 et suivants du code du travail
Usage d'explosifs	<ul style="list-style-type: none"> ■ travaux publics - démolitions d'immeubles
Autre risque détecté après analyse, en concertation avec le maître d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> ■ interférences avec un établissement en activité : risque industriel majeur, interface avec présence de public, réseaux ferré, routier, etc.

(1) PEMP : plate-forme élévatrice mobile de personnes - (2) PIR : plate-forme individuelle roulante

SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION	7
1.1 PRESENTATION DE L'OPERATION	7
2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS	9
2.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS	9
2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER	11
2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	15
2.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS	16
3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT	17
3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER	17
3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.	19
3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX	20
3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES	21
3.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISoire	22
3.6. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	24
4. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER	28
4.1. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE	28
5. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES	29
5.1. ORGANISATION DES SECOURS	29
6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS	30
6.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES	30

7. ANNEXES	33
7.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE	33
7.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	37
7.3. CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB	37
7.4. CALENDRIER DES TRAVAUX	37
7.5. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER	37
7.6. REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL	37
7.7. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)	37
7.8. DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES	38

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION

1.1 PRESENTATION DE L'OPERATION

1.1.1 Adresse, nature de l'opération, calendrier général d'exécution

Nom de l'opération :

BATIMENT INSEE - REPRISE DES ETANCHEITES EN TOITURE - MONTPELLIER (34)

Descriptif de l'opération :• **Insee Occitanie 34**

274 Allées Henri II De Montmorency 34 064 MONTPELLIER Cedex 2

• **REPRISE DES ETANCHEITES EN TOITURE**

Réfection de la toiture inaccessible

Calendrier :

Date début des travaux : A Définir

Durée totale des travaux : 1 mois

Planning - Phasage de l'opération :**Effectifs :**

Effectif moyen prévisible : 5

Effectif pointe prévisible : 10

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération en Catégorie 3 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

1.1.2 Mode de consultation

Appel d'offre ouvert

Corps d'état séparés

Marché public

Pour la liste des lots (ou allotissement) voir annexe du présent PGC.

Les informations relatives aux titulaires des marchés et sous-traitants éventuels seront tenues à jour tout au long de l'opération au travers du Registre Journal par le coordonnateur.

1.1.3 Désignation des sous-traitants

Lors de la remise des offres, et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises titulaires de un ou plusieurs lots, sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.

Les sous-traitants devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier simplifié de sécurité et de protection de la santé dans le délai suivant à compter de la réception du contrat par l'entrepreneur titulaire : 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre).

1.1.4 Contraintes administratives ou servitudes pour le maître d'ouvrage :

Permis de construire - Prescriptions particulières

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr - liste des op. de réseaux concernés par les travaux

- Déclaration de travaux (DT) à faire.

Activités d'exploitation maintenues durant le chantier

1.1.5 Contraintes administratives ou particulières pour l'entreprise :

Inspection commune avec le C.SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante. Date à fixer en accord avec le C. SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention. Elaboration et remise d'un PPSPS au coordonnateur SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante.

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr

- DICT à faire et à adresser obligatoirement aux op. de réseaux

Activités d'exploitation maintenues durant le chantier

2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

2.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
33	<p>DISPOSITIONS NECESSAIRES POUR QUE SEULES LES PERSONNES AUTORISEES PUISSENT ACCEDER AU CHANTIER</p> <p><u>RAPPEL: le chantier est interdit au public.</u></p> <p>Les personnes pouvant y accéder sont celles concernées par les travaux et à ce titre, autorisées par le maître d'ouvrage. Seront également autorisés à pénétrer sur le chantier, les prestataires de service, livreurs, contrôleurs, chauffeurs, formateurs, personnels chargés de la maintenance, commerciaux, etc., désignés par l'entreprise faisant appel à leurs services, à condition qu'ils soient accueillis ou accompagnés par un représentant de cette entreprise connaissant le chantier, dotés des protections individuelles nécessaires, et informés des risques et consignes de sécurité à respecter.</p>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
67	<p>Conditions d'accès des personnes autorisées</p> <p>Le chantier est desservi par le Boulevard Henri Blanc, la rue de l'université et la rue Sainte Ursule. L'accès se fera par le boulevard Louis blanc.</p> <p>Accès Écusson de 7h à 20h pour 1h max à chaque chargement ou déchargement, avec une carte et prise de ticket obligatoire auprès du Guichet Aire Piétonne : 19 bis rue Durand du lundi au vendredi de 8h à 17h.</p>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
54	<p>Informations des salariés</p> <p>Dès l'entrée sur le chantier, le personnel sera systématiquement informé par son responsable hiérarchique d'entreprise, de ses obligations en matière de protections individuelles et collectives (obligations prescrites dans le PGC, port du casque et des chaussures de sécurité, port d'un badge nominatif, port des lunettes de sécurité etc...).</p>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Avant démarrage
46	<p>Accueil du personnel</p> <p>Chaque entreprise devra obligatoirement assurer l'accueil et la formation de tout son personnel, y compris le personnel intérimaire, amené à pénétrer sur le chantier.</p> <p>Pour cela il constituera un livret d'accueil, inclus dans son PPSPS, comportant les consignes de sécurité essentielles. Ces dispositions sont valables pour toutes les entreprises, qu'elles soient titulaires d'un marché, co-traitantes ou sous-traitantes.</p> <p>Toute personne entrant sur le chantier doit avoir reçu l'information sur l'environnement du chantier.</p>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Avant démarrage

19	<p>Liste nominative des intervenants</p> <p>Afin de s'assurer que les seules personnes autorisées accèdent et travaillent sur ce chantier, chaque entreprise établira et tiendra à jour la liste des personnes affectées au chantier (salariés et travailleurs indépendants). Cette liste à jour sera conservée sur le chantier. Le coordonnateur sera en droit d'exclure toute personne non identifiée, présente sur le chantier. Chaque entreprise tiendra à jour la liste de ses salariés intervenant sur le chantier. Tenir cette liste à disposition de l'Inspection du Travail et des représentants de la CARSAT.</p>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
83	<p>Identification des entreprises</p> <p>Toute personne intervenant sur le chantier doit pouvoir justifier de son appartenance à une entreprise déclarée et connue du Maître d'Ouvrage. Elles devront porter un badge et avoir sur leurs vêtements de travail et casque de chantier le nom et le logo de l'entreprise à laquelle ils appartiennent.</p>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
80	<p>Aptitude médicale</p> <p>L'ensemble du personnel devant intervenir sur le chantier devra être reconnu apte médicalement par le médecin du travail et devra avoir subi les visites médicales liées à l'exercice de la profession (délais des visites médicales inférieures à 2 ans). En cas de nouvelle embauche pour le chantier, l'aptitude datera au plus tard de la fin de période d'essai. Les aptitudes médicales seront présentées au coordonnateur et tenues à disposition des organismes (CARSAT, OPPBTP) dans les bureaux du chantier.</p>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Avant démarrage
18	<p>Formation du personnel à la sécurité</p> <p>Aucune personne ne doit pénétrer sur le chantier sans une information concernant l'hygiène et la sécurité. Conformément à la réglementation en vigueur, le chef d'entreprise doit s'assurer que chaque ouvrier arrivant sur le chantier a suivi une formation à la sécurité vis-à-vis du danger et vis-à-vis d'un incident et d'un accident. Cette formation sera également assurée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aux nouveaux embauchés • Aux salariés qui changent de postes ou de technique • Aux salariés qui reprennent leur activité après un arrêt suite à un accident du travail ou un arrêt (maladie ou accident non professionnel de plus de 21 jours). <p>Le chef d'entreprise doit faire appliquer les principes généraux de la prévention. Chaque entreprise ne fait intervenir que du personnel qualifié, formé et apte médicalement.</p>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Avant démarrage

39	Utilisation du personnel intérimaire Les entreprises utilisant du personnel intérimaire devront s'assurer : <ul style="list-style-type: none"> • Que les qualifications des personnes sont adaptées au travail à effectuer, • Que le certificat d'aptitude médical au poste de travail concerné a bien été délivré, • Que les salariés intérimaires sont intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne la formation à la sécurité aux différentes techniques et différents matériels utilisés pour la réalisation de leurs tâches, la fourniture des E.P.I et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires. 	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
36	Déclaration de sous-traitants Lors de la remise des offres et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises soumissionnaires sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage. Les entreprises sous-traitantes devront être agréées par le Maître d'Ouvrage dans les conditions prévues à l'article 2.41 du C.C.A.G. ainsi que l'article 3 de la Loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975. Elles devront établir, au même titre que l'entreprise titulaire d'un lot, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S) dans le délai réglementaire. L'entreprise et son sous-traitant prendront rendez-vous avec le Coordonnateur SPS afin de réaliser une inspection commune du chantier, avant tout travaux ou intervention. Le non respect d'une de ces obligations réglementaires, en particulier la découverte sur le chantier d'entreprises sous-traitantes non identifiées dans le registre journal de la coordination, fera l'objet d'une information au Maître d'ouvrage. Celui-ci statuera sur la procédure d'exclusion du chantier de l'entreprise et sur l'application de pénalités prévues au CCAP au titulaire du marché.	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Avant travaux

2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
17	PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER Un projet de plan d'installation de chantier reprenant l'ensemble des contraintes et des installations du chantier sera établi et mis à jour autant que nécessaire. Il permettra aux divers intervenants de préparer leurs interventions et de gérer au mieux l'utilisation de l'espace.	Lot principal	Lot principal	Phase préparation
3	Organisation générale L'ensemble des installations de chantier sera conforme aux articles R4228-1 à R4228-25, R4534-139 et R4534-140 du Code du Travail Le plan d'installation de chantier sera établi en phase préparation de chantier et sera approuvé par la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'oeuvre et le coordonnateur SPS. L'Entreprise générale prévoira dans son plan d'installation de chantier, en plus des cantonnements : les voies d'accès, les zones de stockage, les modalités de livraison, les différents accès, les recettes à matériaux, ...	Lot principal	Lot principal	Phase préparation

28	CLOTURE DE CHANTIER Mettre en place une clôture de chantier afin d'éviter les risques d'intrusion de personnes non autorisées dans l'enceinte du chantier. Maintenir l'accès au chantier fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité (nuit, week-end,...). En assurer l'entretien. Cette clôture fixe ne pourra être enlevée qu'avec l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre, du Coordonnateur SPS.	Lot principal	Lot principal	Avant démarrage
62	Caractéristiques générales Clôture constituée d'éléments rigides, jointifs, de hauteur supérieure à 2 mètres, capables de s'opposer à la pénétration d'une personne dans l'enceinte du chantier et sera munie de panneaux "chantier interdit au public" Toutes les précautions seront prises pour isoler le chantier de l'Activité de l'Etablissement.	Lot principal	Lot principal	Avant démarrage
66	Fermetures des clôtures Maintenir l'accès au chantier fermé en PERMANENCE et verrouillé pendant les périodes d'inactivité (nuit, week-end, ...). Respecter le Plan de Prévention de l'Etablissement.	Lot principal	Lot principal	Durée chantier
11	Entretien des clôtures Assurer l'entretien journalier de la clôture de chantier : vérification des systèmes d'attache, des panneaux de signalisation, des contreventements, de l'état général etc...	Lot principal	Lot principal	Durée chantier
34	Panneau de chantier Mise en place d'un panneau de chantier réglementaire en application du décret n°79-492 du 13 juin 1979, pour toute opération faisant l'objet d'un permis de construire. Les coordonnées des entreprises y compris les sous-traitants y seront affichées et seront lisibles depuis la voie publique.	Lot principal	Lot principal	Avant démarrage
1	PRESTATIONS EXTERIEURES AUX OUVRAGES Tout ouvrage doit disposer, en un point au moins de son périmètre, d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, d'une évacuation des matières usées, dans des conditions telles que les locaux destinés aux travailleurs du chantier soient conformes aux dispositions qui leur sont applicables en matière de santé et de sécurité au travail (R4533-1 à 5). Aire de stationnement des véhicules des salariés du chantier	Lot principal	Toutes Entreprises	Durée chantier
42	A l'extérieur du chantier Seuls les véhicules de chantier seront admis dans l'enceinte du chantier. Respecter les horaires prévus par le Maître d'Ouvrage, ainsi que les dispositions prévues par l'Etablissement. Les salariés stationneront leurs véhicules personnels à l'extérieur du chantier, aux emplacements indiqués, mis à disposition des entreprises. L'accès se fera par la grille proche de l'opération.	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier

PRESTATIONS A L'INTERIEUR DES OUVRAGES
Branchements

43

Electricité

Les puissances électriques nécessaires pour la vie du chantier seront définies par l'ensemble des besoins de chaque entreprise.

Chaque entreprise a pour obligation de ne brancher que du matériel conforme depuis les coffrets jusqu'à leurs postes de travail.

Les câbles d'alimentation seront aux normes et seront protégés mécaniquement à tout endroit le nécessitant.

Les baladeuses seront conformes aux dispositions de la norme NFC 71.008 et comporteront une poignée isolante et un panier.

L'outillage portatif électrique devra être en bon état et conforme au décret du 14/11/1988 et obligatoirement de classe II ou III.

Aucune alimentation ne sera faite ailleurs que depuis les armoires électriques conçues à cet effet, et protégées par des différentiels de départ.

En cours de construction, les entreprises ne pourront utiliser les installations électriques définitives qu'après accord formel du maître d'oeuvre et visite des installations par un organisme agréé.

L'entreprise devra le branchement et l'installation de l'ensemble des cantonnements ainsi que la maintenance de l'ensemble.

Le personnel des entreprises d'électricité intervenant sur les armoires électriques devra obligatoirement avoir l'habilitation adaptée.

Elle mettra en place des armoires et des coffrets de distribution protégés chacun par un dispositif différentiel 30 mA.

Les armoires et coffrets de distribution seront maintenus en permanence fermés.

La réalisation des installations électriques provisoires interentreprises doit être conforme à la NFC 15-100.

Elle fera l'objet d'une vérification par un organisme agréé.

Ces coffrets seront espacés de 50 m maximum et ne devront pas être à plus de 25 m du point le plus éloigné à distribuer.

Ces coffrets seront répartis sur l'ensemble de l'ouvrage sur le plan horizontal et vertical (Au minimum 1 par étage).

Les coffrets auront un nombre de prises de courant adaptées aux travaux en cours – y compris au niveau de la puissance (ex : 4 prises monophasées et 2 prises triphasées).

Lot principal

Lot principal

Durée chantier



85	<p>Chaque coffret sera équipé d'un arrêt d'urgence et sera protégé en amont par une protection différentielle. La répartition des coffrets électriques se fera en fonction de la configuration du chantier et en respectant les principes suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les postes de travail seront à moins de 25 m du coffret le plus proche • Ils comporteront (équipement minimum) un dispositif de protection différentielle 30 mA, 4 prises de courant 2x16 A+ T et 1 prise 3x20 A+ T ainsi qu'un arrêt d'urgence normalisé. • Ils seront suspendus ou sur pieds. • Ils seront obligatoirement cadenassés et seul le personnel habilité pourra intervenir à l'intérieur. • Les alimentations seront suspendues ou protégées contre les chocs et l'écrasement. <p>Les câbles et rallonges seront fixés de manière à éviter les risques d'accidents de plain- pied dans les passages et escaliers.</p>	Lot principal	Lot principal	Durée chantier
29	<p><u>Eclairage des postes de travail</u></p> <p>L'éclairage du poste de travail est à la charge de chaque entreprise intervenante.</p> <p>Les prolongateurs électriques seront uniquement de la série H07-RN-F assurant une protection contre les risques mécaniques, d'une étanchéité parfaite et ne dépassant pas 25 m.</p> <p>Les enrouleurs seront marqués "catégorie B" norme NFC 61.720.</p> <p>Les prises de courant porteront un indice de protection IP 447 à minima.</p> <p>Les baladeuses seront de la catégorie B norme NFC 71.008.</p> <p>Les projecteurs halogènes seront conformes à norme NF et munis d'une grille de protection.</p>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
25	<p>ZONE DE CANTONNEMENT</p> <p>Toute opération doit disposer d'une zone de cantonnement pour accueillir les installations de vie collective et d'hygiène, qui seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier, conformément aux articles R4534-139 et suivants.</p>	Lot principal	Toutes Entreprises	Durée chantier
26	<p>Gestion de cantonnement - Base vie</p> <p>La base vie sera installée coté boulevard Louis Blanc.</p> <p>La base vie sera gérée par le responsable du chantier désigné pendant toute la durée des travaux du présent marché. Elle sera ouverte chaque matin à l'arrivée de la première équipe et refermée chaque soir au départ de la dernière équipe. Cette base vie devra rester opérationnelle pendant la durée totale de chaque tranche de travaux, y compris pendant les périodes éventuelles d'arrêt du chantier.</p>	Lot principal	Lot principal	Durée chantier
48	<p>Installations communes de vie collective</p> <p>Les installations de vie collective seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier .</p> <p>Chacune des entreprises fera son affaire des autres installations nécessaires à ses interventions sur le chantier. Elles pourront se grouper pour les réaliser et les entretenir.</p>	Lot principal	Toutes Entreprises	Durée chantier

44	Installations communes d'hygiène Les installations d'hygiène seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier. L'installation sera conforme aux articles R4228-10 à R4228-15 du Code du Travail.	Lot principal	Lot principal Toutes Entreprises	Durée chantier
38	Salle de réunion Installer et mettre à disposition une salle de réunion de capacité conforme aux prescriptions du marché, équipés du mobilier nécessaire, correctement chauffée, éclairée et aérée conformément aux règles applicables. Prévoir des tables et chaises en nombre suffisant, des armoires permettant le rangement des documents afférents au chantier, notamment ceux de la coordination SPS, et des dispositifs permettant l'affichage des plans.	Lot principal	Lot principal	Durée chantier
78	Nettoyage des installations (ensemble du cantonnement y compris dans les ouvrages) L'ensemble des installations du cantonnement (sanitaires, réfectoire, vestiaires, bureaux...) sera nettoyé quotidiennement. Ces travaux de nettoyage feront l'objet d'un contrat avec une entreprise extérieure qui sera imputé au compte prorata.	Lot principal	Lot principal	Durée chantier
2	NETTOYAGE DU CHANTIER Chaque entreprise devra : <ul style="list-style-type: none"> en fin de journée: faire un nettoyage et un rangement des locaux concernés par son intervention (évacuation des gravats, récupération des emballages, des polystyrènes, de la laine de verre, du bois etc.) en fin de semaine: faire un nettoyage soigné et complet de l'ensemble des parties concernées par son intervention (balayage des planchers, escaliers, rangement des matériels, des nacelles, des rallonges électriques, des extérieurs des bâtiments, des échafaudages etc.) Lorsqu'une entreprise quitte une zone du chantier ou un secteur de l'ouvrage après y avoir travaillé, elle doit assurer le nettoyage de cette zone et évacuer ses déchets à l'extérieur de l'ouvrage, dans les bennes à déchets, afin de permettre aux autres entreprises d'investir la zone.	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
30	MOYENS COMMUNS PREVUS AUX CCTP L'utilisation d'un même équipement de travail par plusieurs entreprises est une pratique qui permet de limiter les risques d'accidents. Elle doit être organisée. Lorsque l'utilisation commune d'un équipement est prévue au titre de l'organisation générale du chantier, elle se fera selon les règles d'organisation indiquées dans les pièces écrites des marchés, les documents de coordination, et selon les prescriptions réglementaires applicables à l'équipement.	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier

2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
52	RESEAUX AUTRES QUE ELECTRIQUES En cas de présence de réseaux autres que électriques, suite à la DICT, l'employeur déterminera, en concertation et en accord avec l'exploitant concerné, les mesures à prendre, ainsi que les recommandations techniques et consignes de sécurité à mettre en oeuvre, afin d'éviter les risques consécutifs à l'interférence de ces réseaux avec les travaux. Ces mesures comprendront notamment, les repérages et balisages des réseaux, les consignations, dégazages, inertages, pose de dispositifs de protection mécanique, ainsi que toutes mesures complémentaires demandées par l'exploitant.	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Avant démarrage

2.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS


N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
60 	AMIANTE Nous vous rappelons l'obligation faite à l'ensemble des acteurs du chantier (Maître d'ouvrage, Maître d'œuvre, entrepreneurs) d'évaluer les risques professionnels (principes généraux de prévention). Cette obligation s'applique aux matériaux contenant de l'amiante. Le maître d'ouvrage est tenu de demander au propriétaire de l'ouvrage les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante et de communiquer ces documents à toute personne devant réaliser des travaux (Art. R.1334-22, R.1334-27 et R.1334-28 code de la santé publique). Ces documents concernent : <ul style="list-style-type: none"> • Les flocages, calorifugeages et faux plafonds : recherche et évaluation de leur état de conservation ; • Le repérage des matériaux et produits amiantés avant démolition totale ou partielle, ainsi que les repérages avant travaux (concerne tous types d'ouvrages : bâtiment, ouvrage d'art, route, autoroute, voie ferrée, canalisation, etc...) • Le dossier technique amiante (DTA). Les informations relatives à la présence d'amiante dans les ouvrages doivent obligatoirement être jointes au Plan Général de Coordination SPS joint au Dossier de Consultation des Entreprises (DCE), ainsi qu'au Dossier d'Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage (DIUO) remis en fin de chantier.	Maître d'ouvrage	Toutes Entreprises	Durée chantier
41 	PLOMB Le Maître d'ouvrage est tenu, dans le cadre de l'évaluation des risques professionnels (PGP) de rechercher la présence de matériaux contenant du plomb, conformément au code de la santé publique et au code du travail, sans critère de la date de construction de l'ouvrage. Conformément à la réglementation en vigueur, le Maître d'Ouvrage transmettra au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS les rapports de repérage des matériaux contenant du plomb.	Maître d'ouvrage	Toutes Entreprises	Avant travaux
16	INTERVENTION SUR L'EXISTANT - VETUSTE - INSTABILITE Eléments instables Débarrasser les existants de tous les éléments de construction non scellés ou présentant un risque de chute.	Lot principal	Lot principal	Durée chantier

3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT

3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
45	CIRCULATION DES ENGINS ET VEHICULES La circulation et les manœuvres des véhicules et engins à l'intérieur du chantier devront être organisées selon les principes développés dans la recommandation CRAM R.434 .	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
58	MOYENS DE CIRCULATION HORIZONTALE : PASSERELLES - PLANCHERS - PLATEFORMES Le choix et la mise en place de moyens de circulation de bonne qualité permet d'éviter les risques d'accident de plain-pied et les chutes de hauteur. Les passerelles, planchers, plateformes, seront construits en conformité avec les dispositions réglementaires qui leur sont applicables. Ils seront dimensionnés , installés, fixés et protégés de sorte que la circulation dans un sens et dans un autre puisse se faire sans créer de risque de chute. Ils seront équipés de dispositifs collectifs de protection contre les chutes de hauteur. Ils garantiront l'accès et la circulation dans des conditions ergonomiques. Ils devront permettre le passage d'un brancard et assurer l'évacuation en cas de danger imminent. Ils seront convenablement éclairés.	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
23	MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : ESCALIERS - PLATEFORMES - ECHAFAUDAGES Les accès devront se faire par tout type de moyens sécurisés , en nombre suffisant, choisis en fonction de la hauteur des postes de travail : tour escalier, escalier existant ou à construire, échafaudage, ascenseur de chantier... La mise en place d'escaliers protégés contre les risques de chutes de hauteur doit être préférée aux autres moyens de circulation sur le chantier, notamment les échelles. Elle doit être recherchée en priorité et planifiée de sorte que les escaliers de tous types, qu'ils soient définitifs ou provisoires, puissent servir de moyen principal de circulation aux intervenants sur le chantier. Lorsque des tours escaliers, des plateformes ou des échafaudages de pied sont prévus, ils seront construits dans le respect des prescriptions réglementaires qui leur sont applicables. Les dispositions de la recommandation CNAM R.408 "Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied" seront mises en oeuvre.	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier

81	<p>Echafaudage commun</p> <p>Les échafaudages mis à la disposition des entreprises pendant les travaux seront montés, réceptionnés et utilisés conformément aux dispositions du Code du Travail (articles R 4323- 69 à 4323-80)</p> <p>Les échafaudages seront installés sur la périphérie des bâtiments pour permettre les travaux en façades et sur les toitures.</p> <p>En fonction de la pente du toit et pour éviter l'effet "toboggan, ils seront munis de garde-corps complémentaires surélevés et de filets de retenue sur le dernier niveau (maille 10 x 10) .</p> <p>Tous les accès au bâtiment seront munis d 'auvents de protection ou de pare-gravois préservant les piétons des chutes éventuelles d'objets et de matériaux.</p> <p>Les échafaudages seront munis de pancartes signalétiques interdisant aux personnes non autorisées de monter sur l'échafaudage:</p> <p>accès interdit, échafaudage en cours de montage, puis accès interdit aux personnes non autorisées</p>	Lot principal	Lot principal	Durée chantier
82	<p>Vérifications</p> <p>Faire vérifier les tours escaliers, plateformes et échafaudages avant mise ou remise en service, puis périodiquement pendant le chantier, par une personne compétente, selon les modalités prescrites par l'arrêté du 21 décembre 2004</p> <p><u>Vérification avant mise ou remise en service</u> Examen d'adéquation + examen de montage et d'installation + examen de l'état de conservation.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Avant la 1ère utilisation ; • A la suite de tout démontage suivi d'un remontage ; • En cas de changement de configuration, de remplacement ou de transformation importante intéressant les constituants essentiels, notamment à la suite de tout accident ou incident provoqué par la défaillance d'un de ces constituants ou de tout choc ayant affecté la structure ; • A la suite de la modification des conditions d'utilisation, des conditions atmosphériques ou d'environnement susceptibles d'affecter la sécurité d'utilisation ; • A la suite d'une interruption d'utilisation d'au moins un mois. <p><u>Vérification périodique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Tous les 3 mois (examen approfondi de l'état de conservation) ; • Quotidiennement (examen de l'état de conservation). <p><u>Vérification journalière</u> Il appartient à chacune des entreprises utilisant les tours escaliers, passerelles, planchers, plateformes, échafaudages, soumis aux dispositions de l'arrêté du 21 décembre 2004, d'effectuer la vérification journalière avant d'autoriser leur utilisation par son personnel (examen de l'état de conservation).</p>	Lot principal	Toutes Entreprises	Durée chantier

<p>75</p> 	<p>MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : EQUIPEMENTS AMOVIBLES TELS QUE LES ECHELLES</p> <p>L'utilisation généralisée de l'échelle comme moyen d'accès et de circulation ne permet pas de répondre aux principes généraux de prévention.</p> <p>Les échelles peuvent être utilisées comme moyens d'accès, dans les conditions définies dans le code du travail, suite à évaluation des risques effectuée par l'entreprise.</p> <p>Le port de charge sera exceptionnel, limité à des charges légères, peu encombrantes, portées par exemple en bandoulière ou à la ceinture (outillage léger). Il ne doit pas empêcher le maintien d'une prise sûre, c'est à dire au moins trois points de préhension, simultanément. Cette règle interdit le port manuel de charge sur une échelle.</p> <p>L'échelle ne peut être utilisée comme poste de travail.</p>	<p>Toutes Entreprises</p>	<p>Toutes Entreprises</p>	<p>Durée chantier</p>
<p>15</p>	<p>MOYENS DE PROTECTION COLLECTIVE CONTRE LES CHUTES</p> <p>Rappel</p> <p>La mise en place des protections collectives préalablement à l'intervention des entreprises, en particulier lorsqu'il s'agit de protections collectives contre les risques de chute de hauteur, est une priorité. Les protections collectives seront conçues et installées selon les dispositions réglementaires qui leur sont applicables.</p>	<p>Lot principal</p>	<p>Toutes Entreprises</p>	<p>Durée chantier</p>

3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
<p>31</p>	<p>EQUIPEMENTS DE TRAVAIL SERVANT AU LEVAGE</p> <p>Les équipements de travail démontables ou mobiles servant au levage de charges doivent être utilisés de manière à garantir leur stabilité dans toutes les conditions prévisibles, compte tenu de la nature des appuis.</p> <p>Les installations, équipements et engins de levages seront réputés conformes aux exigences réglementaires qui leur sont applicables avant toute utilisation. Les entreprises devront pouvoir justifier à tout moment de ces conformités.</p> <p>Les conducteurs et utilisateurs seront titulaires des autorisations de conduite correspondant à ces équipements et devront pouvoir les présenter à tout moment.</p> <p>Les charges à lever devront être parfaitement assujetties de façon à ce qu'aucun matériel ou matériaux ne puissent tomber pendant la manœuvre.</p>	<p>Toutes Entreprises</p>	<p>Toutes Entreprises</p>	<p>Durée chantier</p>
<p>73</p>	<p>Sujétions relatives à l'utilisation des appareils de levage</p> <p>Un balisage au sol des zones de manoeuvre et signalisation seront réalisés lors de l'utilisation d'engins de levage. Au besoin, elles seront interdites.</p> <p>Pour toutes charges supérieures à 35 kg, les entreprises utiliseront des chariots automoteurs, des chariots élévateurs, des « diables », des grues automotrices ou GMR, des nacelles, des transpalettes et tout engin approprié afin d'éviter les manutentions manuelles. Il conviendra de privilégier la manutention mécanique au détriment de la manutention manuelle.</p>	<p>Toutes Entreprises</p>	<p>Toutes Entreprises</p>	<p>Durée chantier</p>

37	MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES Afin de limiter les risques de troubles musculo-squelettiques , des mesures d'organisation appropriées doivent être prises en mettant à disposition des travailleurs des moyens adaptés, essentiellement des équipements mécaniques de manutention. Les salariés dont l'activité comporte des manutentions manuelles doivent être formés à ces opérations. Il est rappelé aux chefs d'entreprises qu'ils ont obligation de limiter au strict minimum les manutentions manuelles. Les mesures prises seront détaillées par chaque entreprise concernée dans son PPSPS.	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
13	Dispositions particulières En cas d'impossibilité, il est demandé de prendre des mesures d'organisation adaptées de façon à limiter l'effort physique et les risques découlant de la manutention manuelle. Le personnel devant exécuter des manutentions manuelles devra suivre préalablement une formation « gestes et postures », aux postes de travail. Une formation du personnel doit être faite ainsi qu'une étude méthodologique pour les manutentions de durée importante (transport de plaques de plâtre, de portes, d'éléments métalliques...).	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
70	Déchargement Prévoir les moyens de déchargements mécaniques.	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier

3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
56	APPROVISIONNEMENTS Livraisons - Approvisionnement Les entreprises indiqueront dans leur PPSPS les modes opératoires d'approvisionnement des matériels et matériaux. Il devra être mis en place tous les moyens permettant de réaliser les livraisons aux étages avec des engins mécaniques (grue, manuscopic, ...) afin de limiter les manutentions manuelles Le port des charges manuellement devra être réduit	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Avant démarrage

69	STOCKAGES <p>Les zones de stockages seront réalisées avec des matériaux secs, sains, plans et soigneusement compactés, dès le début des travaux. Elles devront supporter les charges stockées et permettre la reprise aisée des matériels, matériaux et produits stockés. Elles seront entretenues par les entreprises entreposant leurs matériels, matériaux et produits. Chaque zone de stockage sera matérialisée et signalée (proscrire le ruban de signalisation trop fragile).</p> <p>Le stockage à l'intérieur ou sur les ouvrages (local, dalle, plancher, toiture, etc...) sera subordonné à l'autorisation préalable de la Maîtrise d'œuvre, en fonction des charges admissibles, de la nature des produits notamment dangereux, et de l'enchaînement des interventions d'entreprises dans la zone concernée. Le stockage d'un produit dangereux sera réalisé conformément aux conditions prévues dans la fiche de données de sécurité de ce produit.</p> <p>Chaque entreprise doit préciser dans son PPSPS ses besoins en surface de stockage, les périodes d'utilisation, et les transmettre à la maîtrise d'œuvre. La FDS de chaque produit dangereux utilisé sur le chantier sera jointe au PPSPS de l'entreprise. Le stockage des produits chimiques sera effectué en respectant les règles de compatibilité.</p>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
----	--	--------------------	--------------------	----------------

3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
55	EVACUATION DES DECHETS DANS LE BÂTI Dispositions particulières <p>Chaque entreprise nettoie et évacue à l'avancement les gravats de ses postes de travail.</p> <p>L'entreprise mettra à disposition des bennes en nombre nécessaires et suffisantes pour la propreté et la sécurité du chantier.</p> <p>Les déchets seront triés par catégories et évacués à l'aide de bennes à gravats vers des dépôts agréés. La gestion des bennes est à la charge de l'Entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage.</p> <p>Les jets de gravats sont strictement interdits à partir des fenêtres.</p> <p>Il faut utiliser la manutention par fagots ou évacuation par sacs ou goulottes.</p> <p>Faire évacuer et remplacer les bennes avant tout risque de débordement.</p> <p>Durant les opérations de changement et déchargement de benne, interdire l'accès à la zone de manoeuvre.</p>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier

63	ZONE DE STOCKAGE ET ENLEVEMENT DES DECHETS NON DANGEREUX Les déchets doivent être stockés hors des zones de travaux afin de faciliter les circulations et limiter les risques d'accident de plain pied. Les bennes à déchets seront implantées dans une zone aménagée, balisée, entretenue, avec des matériaux secs, sains, plans et soigneusement compactés. Chaque zone de stockage des déchets figurera dans le plan d'installation de chantier. L'enlèvement des déchets, gravats, matériaux de démolition, emballages, etc., se fera aussi souvent que nécessaire, vers les décharges agréées.	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
74	ZONE DE STOCKAGE ET ENLEVEMENT DES DECHETS DANGEREUX Chaque entreprise reste responsable des déchets dangereux produits par ses travaux. Le PPSPS de l'entreprise mentionnera les moyens utilisés afin de prévenir tout risque d'accident, de pollution et d'incendie lié à la production et au stockage de ces déchets. Les déchets dangereux devront être évacués au plus tôt afin d'éviter une longue période de stockage sur le chantier. Certaines matières ou substances présentant un risque particulier seront stockées à part par les entreprises concernées qui en assureront la gestion et la protection vis à vis des tiers et des autres intervenants. Le stockage de ces produits se fera impérativement sur les emplacements réservés à cet effet, dans le respect des règles d'incompatibilité.	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier

3.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISoire

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
71	UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES : MESURES GENERALES De manière générale, tout intervenant sur le chantier, a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel. Cette vérification doit l'amener, lorsque les protections collectives ne sont pas installées ou lorsque celles en place s'avèrent insuffisantes ou inadaptées aux risques encourus, à mettre en œuvre à ses frais, les protections nécessaires et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur. Lorsqu'une entreprise est contrainte d'enlever temporairement une protection collective, en particulier une protection contre les risques de chute (garde-corps ou partie de garde-corps, platelage, obturation de trémie ou réservation,...) afin de réaliser un travail particulier, elle ne pourra entreprendre ce travail sans avoir au préalable adopté les mesures de sécurité compensatoires efficaces, aussi bien pour son propre personnel que pour l'ensemble des intervenants sur le chantier. Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, l'entreprise mettra en place les dispositifs de protection collective assurant un niveau de sécurité équivalent. En cas de carence d'une entreprise concernant la mise en place de protections collectives dont l'absence est de nature à causer un risque, le maître d'œuvre fera poser ces protections par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante. Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
35	Enlèvement temporaire d'une protection collective Interdire l'accès à la zone dangereuse, par des dispositifs matériels de condamnation. Signaler le danger. Les entreprises ne devront pas déposer les protections collectives même temporairement (approvisionnement, ...)	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
12	UTILISATION DES ACCES TEMPORAIRES : ESCALIERS, PASSERELLES, PLANCHERS, PLATEFORMES, ECHAFAUDAGES, ETC MESURES GENERALES Les accès temporaires qu'ils soient utilisés en commun ou propres à une entreprise, doivent rester libres de tout encombrement, stockage de matériels, matériaux, outils, etc... afin de limiter les risques d'accidents de plain-pied et les chutes de hauteur. Les câbles électriques, flexibles, canalisations souples, etc... seront de préférence maintenus fixés sur les montants extérieurs des garde-corps de manière à ne pas entraver la circulation. Les dispositifs de protection collective seront conçus et installés de façon à éviter leur interruption au droit des accès, notamment du fait de l'utilisation d'une échelle ou d'un escalier. Lorsque cette interruption est nécessaire, des mesures d'adaptation seront prises pour assurer une sécurité équivalente. Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives au niveau des accès provisoires doit prévenir sans délai son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier

7	UTILISATION DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE TEMPORAIRE : MESURES GENERALES Rappel : l'installation électrique temporaire fera l'objet de vérification initiale et périodique . Les opérations de maintenance seront effectuées régulièrement , afin de supprimer dans les meilleurs délais, les défauts et anomalies signalées par les utilisateurs. La surveillance du bon fonctionnement des installations électriques temporaires implique, outre la participation de l'entreprise qui en est chargée, celle de chaque entreprise du chantier et de chaque personne utilisant l'installation. Toute personne constatant une anomalie, une défécuosité, dans l'utilisation de l'installation électrique doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de sa surveillance et de sa maintenance. Ces consignes seront décrites dans les PPSPS et devront être commentées à tous les personnels lors de l'accueil sécurité.	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
---	---	--------------------	--------------------	----------------

3.6. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en œuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
22	RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : REGLES GENERALES Rappels La co-activité due à des interventions simultanées ou successives d'entreprises, impose la mise en œuvre de mesures de prévention dans le respect des principes généraux de prévention : supprimer si possible les co-activités génératrices de risques, mettre en place des moyens de prévention collective de manière à éviter ou réduire le risque, toute zone de travail à risque (chute d'objets, évolution de matériel, zone de montage, d'essais, etc....) sera signalée par tout moyen adapté (balisage, chainette, panneau, etc....), par l'entreprise générant le risque. Toute anomalie doit être signalée au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS.	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
76	PORT DES E.P.I. Lorsque la protection ne peut être pleinement assurée par des dispositifs de protection collective, des équipements de protection individuels devront être mis à disposition des intervenants. Chaque entreprise a en charge la vérification du port effectif des ces EPI par son personnel y compris le personnel intérimaire. Le prêt d'EPI aux visiteurs sera assuré par l'intervenant de chantier recevant ces visiteurs (maître d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, entreprise...).	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
79	Port des EPI lors de travaux particuliers Lorsque la protection ne peut être assurée par des dispositifs de protection collective, utiliser des protections individuelles, choisies en fonction de votre analyse préalable de risques .	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier

64	<p><u>Hauteur - Toiture - Vide</u></p> <p>Lorsque des dispositifs de protection collective contre les risques de chute de hauteur ne peuvent être mis en œuvre, ou qu'ils sont insuffisant, la protection des travailleurs doit être assurée au moyen d'un système d'arrêt de chute approprié ne permettant pas une chute libre de plus d'un mètre ou limitant les effets d'une chute de plus grande hauteur.</p> <p>Dans ce cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La formation à l'utilisation de l'EPI est obligatoire • L'intervenant ne doit pas travailler seul : un surveillant sera obligatoirement prévu afin de secourir l'intervenant dans un temps compatible avec la préservation de sa santé, • Les EPI feront l'objet de vérifications périodiques • L'employeur doit préciser dans une notice, les points d'ancrage, les dispositifs d'amarrage prévus pour la mise en œuvre de l'EPI ainsi que les modalités de leur utilisation • Il sera apte suite à sa visite médicale. • La longueur des longes sera adaptée et les points d'ancrages, lignes de vie seront vérifiés avant intervention 	Lot principal	Lot principal	Durée chantier
59	<p>ZONES INTERDITES</p> <p>Les parties d'une construction qui ne sont pas livrables au service du chantier et dont l'accès présente des dangers pour les personnes seront nettement délimitées et visiblement signalées. Leur accès sera interdit par des dispositifs matériels.</p>	Lot principal	Toutes Entreprises	Durée chantier
51	<p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHELLE D'ESCABEAU ET MARCHE PIEDS</p> <p>Les échelles, escabeaux, et marche pieds ne peuvent pas être utilisés comme postes de travail conformément au code du travail.</p> <p>La mise en place de plateformes individuelles roulantes, convenablement protégées contre les risques de chutes de hauteur, permet de satisfaire aux principes généraux de prévention</p>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
5	<p>Rappels</p> <ul style="list-style-type: none"> • Il est interdit d'utiliser les échelles, escabeaux et marchepieds comme poste de travail (article R4323-63) • Ils sont constitués de matériaux appropriés, d'une solidité et d'une résistance adaptées (article R4323-81) • Leur stabilité doit être assurée (article R4323-82) • Ils reposent sur des supports stables, résistants et de dimensions adéquates afin de demeurer immobiles (article R4323-84) • Les échelles portables sont fixées en partie supérieure (article R4323-84) • La longueur de recouvrement des plans d'une échelle à coulisse doit toujours être suffisante pour assurer la rigidité de l'ensemble (article R4323-86). • Les échelles doivent dépasser le niveau d'accès d'au moins un mètre (article R4323-87) • Les échelles doivent permettre de disposer à tout moment d'une prise et d'un appui sûrs. Le port de charges reste exceptionnel et limité à des charges légères et peu encombrantes. Il ne doit pas empêcher le maintien d'une prise sûre (article R4323-88) <p>L'utilisation d'échelles comme moyens d'accès n'est autorisée que ponctuellement et pour des hauteurs inférieures à 3 mètres.</p> <p>Au-delà des escaliers, tours d'accès, nacelles seront mis en place par l'entreprise réalisant les travaux.</p>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier

84	RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION DE PEMP La conduite des PEMP (Plate-forme Elévatrice Mobile de Personne) est subordonnée à l'obtention d'une autorisation de conduite délivrée par le chef d'entreprise attestant de la formation et de l'aptitude médicale des opérateurs. Le matériel sera conforme et à jour des contrôles réglementaires.	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
50	Consignes d'utilisation des PEMP <ul style="list-style-type: none"> Tenir à disposition des organismes de prévention et du CSPS, sur le chantier, les autorisations de conduite ainsi que le dernier rapport de vérification de l'équipement et sa notice. Baliser de la zone d'évolution de la PEMP ainsi que de la zone à risque de chute d'objet depuis le poste de travail Inspecter quotidiennement avant utilisation et, en tout cas, avant tout début des travaux, les différents éléments de la PEMP. Respecter la notice d'instructions ou d'utilisation établie par le constructeur de la PEMP ou à défaut par le chef d'entreprise. Il est interdit de sortir du panier de la nacelle, à l'exception des PEMP adaptées et conformes à cette disposition. 	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
49	RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR Pose et dépose de protections collectives Poser et déposer les protections collectives à l'aide de moyens sécurisés eux-mêmes équipés de protection collective (PEMP, échafaudage,). En cas d'impossibilité d'utiliser un équipement collectif de protection, des équipements individuels seront utilisés pour des interventions de courte durée, non répétitives. Dans tous les cas, après évaluation des risques, l'entreprise précisera dans son PPSPS le mode opératoire de pose et dépose et les moyens qu'elle met en œuvre afin d'assurer, en permanence, la continuité de ces protections collectives. L'enlèvement temporaire d'une protection collective crée un danger. Ce retrait doit être exceptionnel et s'il ne peut être évité, il est subordonné à la mise en œuvre de mesures compensatoires efficaces.	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
6	Protections périphériques Mettre en place des protections périphériques continues dans les zones à risque de chute de hauteur constituées de garde-corps, intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre 1 m et 1,10 m et comportant au moins : <ul style="list-style-type: none"> Une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps Une main courante Une lisse intermédiaire à mi-hauteur. L'espace libre entre ces trois éléments ne doit pas être >50cms 	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
53	RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR A PARTIR DES PLANCHERS, TREMIES, RESERVATIONS, GAINES Les modes opératoires des entreprises devront être détaillés dans chaque PPSPS, en tenant compte des modes constructifs retenus (pré-dalles, bacs métalliques, plancher coulé en place, autre...). Les trémies et gaines seront protégées contre tout risque de chute soit par platelage solidement fixé (petite trémie de section < à 1m²), soit par garde-corps (grande trémie de section > à 1m²).	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier

57	TRAVAUX GENERANT DE FORTES NUISANCES : BRUIT, POUSSIERES Rappels <u>Nuisances dues au bruit :</u> <ul style="list-style-type: none"> Respecter strictement la réglementation en vigueur lors de l'utilisation d'engins de chantier bruyants. Mettre en oeuvre tous les moyens et dispositions nécessaires tels que capotage, écran, silencieux, pièges à son etc..., afin de ne pas dépasser les limites réglementaires en matière de niveaux acoustiques. <u>Nuisances dues aux poussières :</u> <ul style="list-style-type: none"> Limiter les travaux occasionnant la production de poussières. <u>En cas d'impossibilité :</u> <ul style="list-style-type: none"> Ventiler les locaux hors d'air. Humidifier les matériaux ou le sol. Aspirer les poussières à la source. 	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
20	UTILISATION DE MOTEUR THERMIQUE Afin d'éviter l'émission de gaz générateurs de risques d'asphyxie, d'anoxie, d'intoxication, <u>l'utilisation des équipements de travail fonctionnant à l'aide d'un moteur à combustion est exclusivement réservée à l'extérieur</u> des bâtiments, locaux, espaces clos qu'ils soient. Les équipements de travail utilisés à l'intérieur des espaces clos seront manuels. Tous les équipements motorisés seront alimentés à l'électricité ou pneumatiques. Le PPSPS de chaque entreprise mentionnera les équipements à moteur utilisés sur le chantier et leur mode de fonctionnement.	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
61	UTILISATION DE PRODUITS DANGEREUX Rappels <ul style="list-style-type: none"> Se conformer à la fiche de donnée de sécurité pour l'utilisation et le stockage de produits dangereux L'utilisation de produit à base de solvant et inflammable sera faite dans des zones fortement ventilées. Appliquer toutes les dispositions en matière de mise en oeuvre et de sécurité préconisées par le fournisseur. Fournir les notices d'utilisation rédigées en français aux utilisateurs, et les expliquer clairement. Fournir les équipements spécifique requis dans les fiches de données de sécurité. 	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Avant démarrage
4	RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES Les travaux susceptibles de générer des risques de maladies professionnelles seront indiqués dans le PPSPS de l'entreprise. Le guide des maladies professionnelles est consultable sur le site de l'INRS.	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Avant démarrage

4. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

4.1. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
9	<p>DANGERS SPECIFIQUES : ADAPTATION MATERIELS, INSTALLATIONS, MODALITES D'INTERVENTION</p> <p>La nature et la proximité des activités de l'établissement interfèrent avec le chantier ce qui implique de mettre en oeuvre certaines mesures de prévention. Après concertation avec le chef d'établissement, ces mesures pourront porter sur l'adaptation des matériels, des installations et des conditions d'intervention.</p>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier

5. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

5.1. ORGANISATION DES SECOURS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
77	APPEL DES SERVICES D'URGENCE - MOYEN D'APPEL - CONSIGNES AUX INTERVENANTS Les numéros d'appel des services d'urgence seront affichés sur le chantier et mentionnés sous forme de consigne, dans le PPSPS de chaque entreprise. Ces numéros ainsi que la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incendie, seront communiqués à chaque salarié y compris intérimaire, lors de l'accueil sécurité à son arrivée sur le chantier et affichés dans les locaux affectés aux travailleurs. Un moyen d'appel de secours sera à disposition, en permanence, sur le chantier.	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
24	ACCES DES SECOURS AU CHANTIER - MOYEN D'EVACUATION - PLAN DE SECOURS Procédure Toutes dispositions doivent être prises pour faciliter : <ul style="list-style-type: none"> • L'intervention des secours et diminuer le délai de leur intervention. • L'évacuation rapide des victimes, y compris par des moyens spécifiques et particuliers si les travaux l'exigent. Le chantier sera clairement identifié, ses accès seront repérés et balisés. Si nécessaire, des accès au chantier et des voies de circulation sur le chantier seront réservés aux secours. Elles seront dégagées en permanence et parfaitement circulables. Les mesures seront en cohérence avec le Plan de Prévention de l'Etablissement.	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
47	SAUVETEURS - SECOURISTES DU TRAVAIL (SST) - TROUSSE DE SECOURS Des mesures appropriées doivent être prises pour donner rapidement les premiers secours à toute personne blessée au cours du travail. Pour ce faire il convient d'affecter au chantier un nombre suffisant de sauveteurs secouristes du travail (SST) (recommandation CARSAT : 10% de l'effectif présent), correctement répartis sur l'ensemble des zones de travaux. Le PPSPS de chaque entreprise précisera la liste des secouristes, à jour de leur recyclage, présents sur le chantier.	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
8	TRAVAILLEURS ISOLES Rappel : un travailleur isolé est celui qui effectue une tâche, dans un environnement de travail, où il ne peut-être vu ou entendu directement par d'autres et où la probabilité de visite est faible. L'entreprise recherchera, autant que possible, les moyens d'éviter ces situations de travail. En cas d'impossibilité, dans le cadre de son analyse de risque, l'entreprise définira dans son PPSPS les moyens organisationnels mis en oeuvre pour assurer la sécurité du travailleur isolé (moyens d'alerte - DATI, moyens de surveillance, organisation particulière, etc...)	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Avant démarrage

6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

6.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
72	MODALITES PRATIQUES DE COOPERATION ENTRE LES INTERVENANTS Art. L. 4121-5. Lorsque dans un même lieu de travail les travailleurs de plusieurs entreprises sont présents, les employeurs coopèrent à la mise en oeuvre des dispositions relatives à la santé et à la sécurité au travail. Chaque entrepreneur a pour obligation : <ul style="list-style-type: none"> • de communiquer au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS les noms et coordonnées des sous-traitants auxquels il envisage de confier des travaux. • de transmettre un exemplaire du Plan Général de coordination, ainsi que les mises à jour, à chacun de ses sous-traitants. 	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
68	Rappel réglementaire Conformément à l'article L4121-5, lorsque dans un même lieu de travail les travailleurs de plusieurs entreprises sont présents, les employeurs coopèrent à la mise en oeuvre des dispositions relatives à la santé et à la sécurité au travail. Chaque entrepreneur a pour obligation : <ul style="list-style-type: none"> • De communiquer au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS les noms et coordonnées des sous-traitants auxquels il envisage de confier des travaux. • De transmettre un exemplaire du Plan Général de coordination, ainsi que les mises à jour, à chacun de ses sous-traitants. 	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
65	Sous-traitants Communiquer la liste de vos sous-traitants, leurs coordonnées et la nature des travaux sous-traités avant intervention de ceux-ci. Ils devront être agréés par le Maître d'Ouvrage	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
10	PPSPS Rappel réglementaire Article R4532-56 : L'entrepreneur dispose de 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le maître de l'ouvrage pour remettre son PPSPS - y compris sous-traitants Article L4744-5 : La non remise d'un PPSPS est puni d'une amende de 9 000 €. La récidive est punie d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 15 000 €. Aucune entreprise, ou sous-traitants ne pourra démarrer ses travaux sans remise de son PPSPS	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Avant démarrage

27	<p>Contenu</p> <p>Cette point du PGC a pour but de vous aider à établir un PPSPS conforme aux attentes du Code du Travail (articles L4532-9, L4744-5 et R4532-56 à R4532-76 du Code du Travail). Il n'est pas exhaustif. Tous les points énoncés ci-après doivent apparaître obligatoirement dans votre PPSPS afin de le valider</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Dénomination et adresse du chantier 2. Nom et Coordonnées du : Maître d'ouvrage, Maître d'oeuvre et CSPS 3. Coordonnées des organismes institutionnels : DIRECCTE, CARSAT et OPPBTP 4. Renseignement entreprise (article R4532-63) : Nom de l'entreprise, Adresse, Téléphone – Fax – Courriel, Représentants : Directeur – Responsable des travaux – Représentants du CISSCT 5. Lot et Nature des travaux de l'entreprise 6. Description sommaire des travaux 7. Effectifs moyen et de pointe prévisibles (article R4532-63) 8. Date de démarrage des travaux – Date de fin – Durée 9. Horaires de travail 10. Appel à la sous-traitance (articles R4532-60 et R4532-61) : Nom, Adresse et Nature des travaux sous traités 11. Elaborations de tableaux d'analyse des risques liés (articles R4532-64 et R4532-66) : Aux risques environnementaux, Aux risques propres dus à l'exécution de ses travaux, Aux risques exportés sur les autres entreprises et Aux risques importés par les autres entreprises 12. Moyens prévus et analyse pour chaque tableau (articles R4532-64 et R4532-66) : Liste des travaux à exécuter, Modes opératoires (moyens/outils), Risques générés et Moyens de prévention mis en place 13. Protections collectives ou individuelle prévues – Entretien (article R4532-66) 14. Liste des habilitations et qualification spéciale : Travaux en hauteur, Port du harnais, Montage échafaudage, Amiante, Autorisation de conduite, CACES, Vérification des engins, ... 15. Secours (article R4532-67) : Organisation, Noms des secouristes, Coordonnées et N° d'urgence, Matériel médical sur le chantier, Consignes de 1er secours, Evacuation, Moyen pour appeler les secours 16. Hygiène (article R4532-67) : Installation de chantier mis à la disposition du personnel, Entretien, Nettoyage du chantier, Evacuation des déchets, Produits spécifiques, Conditions de stockage, ... 	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Avant démarrage
21	<p>Remise du PPSPS au coordonnateur</p> <p>Faire parvenir au coordonnateur SPS votre Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé par mail : elise.azemard@apave.com</p>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Avant démarrage
14	<p>Mise à jour du PPSPS</p> <p>Si vos travaux évoluent en cours de chantier, établir une mise à jour de votre PPSPS et la faire parvenir au coordonnateur SPS.</p>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Durée chantier
40	<p>PPSPS des sous-traitants</p> <p>Rappeler à votre sous-traitant qu'il nous transmette son PPSPS.</p>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Avant démarrage

32	<p>INSPECTION COMMUNE</p> <p>Rappel</p> <p>Avant intervention, les entreprises, y compris sous-traitants, prendront contact avec le Coordonnateur SPS afin de réaliser l'inspection commune</p> <p>L'inspection commune est obligatoire (article R4512-2)</p>	Toutes Entreprises	Toutes Entreprises	Avant démarrage
----	---	--------------------	--------------------	-----------------

7. ANNEXES

7.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE

7.1.1. intervenants

Fonction	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
Maître d'ouvrage	INSEE 88 AVENUE VERDIER WHITE IMMEUBLE - CS70058 92541 MONTROUGE France		0555452044 caroline.geindre@insee.fr
Maître d'ouvrage personne physique	INSEE 88 AVENUE VERDIER WHITE IMMEUBLE - CS70058 92541 MONTROUGE France	M. PINELLI Daniel	0555452044 daniel.pinelli@insee.fr
Coordonnateur SPS - Phase de Conception	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - SAINT AUNES 310 rue de la Sarriette Zone Ecoparc 34130 SAINT AUNES France	M. BOLLINI ALAIN	0467156010 0618273235 alain.bollini@apave.com
Coordonnateur SPS - Phase de Réalisation	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - SAINT AUNES 310 rue de la Sarriette Zone Ecoparc 34130 SAINT AUNES France	M. BOLLINI ALAIN	0467156010 0618273235 alain.bollini@apave.com

7.1.2. organismes de préventions institutionnels

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
DDTEFP	DIRECCTE MONTPELLIER 615, Boulevard Antigone CS19002 34 064 MONTPELLIER CEDEX 3 France		0467228888 oc-ud34.uc3@direccte.gouv.fr
CRAM	CARSAT - CAISSE D'ASSURANCE RETRAITE ET DE SANTÉ AU TRAVAIL 29 cours Gambetta 34068 MONTPELLIER CEDEX 2 France	M. SPRINGARD Olivier	0467696900 0467129554 olivier.springard@carsat-lr.fr
OPPBTP	OPPBTP - ORGANISME PROFESSIONNEL DE PREVENTION DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS Immeuble fahrenheit 120, Avenue Nina Simone 34000 MONTPELLIER France	M. CHANUT David	0467634750 0467545414 david.chanut@oppbrp.fr

Légende : **OPC** : Ordonnancement Pilotage et Coordination de travaux - **DIRECCTE** : Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi - **CARSAT** : Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail - **OPPBTP** : Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics - **MSA** : Mutualité Sociale Agricole

7.1.3. Services d'urgences

Services	Téléphone (T) Fax (F)
SAMU	15 (à partir d'un tel. fixe) ou 112 (à partir d'un tel. mobile)
Police ou gendarmerie	17
Pompiers	18

7.1.4. Autres

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone (T) Fax (F) Mail
----------------	---------	--------------	----------------------------

7.1.5. listes des entreprises

La liste des entreprises est tenue à jour au fur et à mesure du déroulement de l'opération dans le registre journal de la coordination.

N° Lot	LOT / TRAVAUX	ENTREPRISE Interlocuteur du CSPS	Téléphone Fax	INTERVENTIONS				DATE	
				Début	Fin	Durée	Effectif	IC	PPSPS
01	Etanchéité (Lot principal)	<i>Non désigné</i>							

7.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

Attention : l'ensemble des résultats issus des repérages des matériaux et produits contenant de l'amiante n'a pas été communiqué par le maître d'ouvrage (DTA et/ou repérage avant démolition partielle ou totale liée aux travaux envisagés au titre de la présente opération). Dans l'attente de leur communication, il appartient au maître d'oeuvre et aux entreprises d'interdire tous travaux sur les parties d'ouvrage susceptibles de renfermer des matériaux et produits amiantés, générant un risque d'inhalation de fibres d'amiante tels que : travaux au contact ou à proximité de flocage, calorifugeage, faux plafonds, travaux de démolition même partielle, découpe, percement, etc... .

7.3. CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB

Attention : l'ouvrage est susceptible de contenir du plomb. L'ensemble des résultats issus des repérages des matériaux et produits contenant du plomb n'a pas été communiqué par le maître d'ouvrage. Dans l'attente de leur communication, il appartient au maître d'oeuvre et aux entreprises d'interdire tous travaux sur les parties d'ouvrage susceptibles de renfermer du plomb, générant un risque d'inhalation de poussières de plomb tels que : démolition même partielle, découpe, percement, grattage, ponçage, meulage, etc...

7.4. CALENDRIER DES TRAVAUX

Calendrier des travaux :

- voir document joint en annexe.

7.5. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER

Plan d'installation de chantier :

- voir CCTP page 16.

7.6. REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL

Règlement de l'établissement en activité à l'intérieur ou à proximité duquel se déroule le chantier :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.
- voir document joint en annexe.

7.7. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)

PLAN PARTICULIER SIMPLIFIE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Tous les entrepreneurs, indépendants compris, intervenant sur le site doivent établir un PPSPS dans les délais suivants :

- Entrepreneur titulaire d'un contrat de travaux : 30 jours à compter de la réception du contrat signé.
- Entrepreneur sous-traitant : 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire.

Cas particuliers :

- ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second oeuvre dans une opération de bâtiment, ou pour les travaux accessoires dans une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci ne figurent pas sur la liste des travaux comportant des risques particuliers (Arrêté du 25.02.2003).

- Dans le cas de travaux de démolition, de retrait ou de confinement d'amiante, la diffusion devra être faite 1 mois avant leur début.

Le PPSPS est établi en fonction :

- des contraintes propres à l'opération
- des obligations générales de sécurité applicables à toute entreprise.
- des prescriptions particulières du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Un PPSPS doit analyser de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution, ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs opérant sur le site. Il doit être impérativement adapté au chantier et aux travaux de l'entreprise.

Il doit définir les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en oeuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du site, et décrire les mesures de sécurité mises en oeuvre pour supprimer ces risques.

Le PPSPS énumère le contenu des renseignements que l'entreprise doit fournir ainsi que les mesures qu'elle entend prendre pour assurer la sécurité de son personnel et de celui des autres entreprises travaillant sur le chantier.

Un PPSPS est tenu à jour durant le chantier : il fait l'objet des modifications ou additifs nécessités par l'évolution du chantier.

Préalablement à toute intervention, chaque entrepreneur procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer. Cette inspection commune aura lieu avant la diffusion définitive du PPSPS de manière à intégrer éventuellement dans ce document les consignes résultant de l'inspection.

Chaque entreprise intervenante devra diffuser son PPSPS au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé avant le début de son intervention sur le chantier.

En outre, l'entreprise chargée du gros oeuvre et/ ou de travaux à risques particuliers diffusera son PPSPS à l'Inspection du Travail, la CARSAT (Ex. CRAM) ou la MSA, l'OPPBTP.

Dans le cas d'opération de construction de bâtiment, le coordonnateur de sécurité transmettra aux entrepreneurs, ou laissera en consultation sur le chantier, un exemplaire du plan particulier de sécurité et de protection de la santé du gros oeuvre ou du lot principal et des lots réalisant des travaux à risques particuliers.

Tout plan particulier de sécurité et de protection de la santé peut être obtenu par chacun des entrepreneurs participant à l'opération sur simple demande auprès du coordonnateur SPS.

7.8. DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES**Fichier(s) en annexe**

Planning_INSEE2024_T992

[illegible]